

Peu de personnes semblent comprendre la position franche et ferme que son Excellence desire prendre vis-à-vis du peuple et de la législature de cette province. Peu de personnes peuvent la juger d'après les complications de la querelle, ou plutôt de la divergence d'opinion entre elle et son ministère qui amena la fameuse crise ministérielle dont le pays entier et surtout les imprimeurs doivent être superlativement fatigués.

C'est afin de parer aux fausses interprétations, inévitables lorsqu'il y a tant d'interprètes, que son Excellence me charge de vous communiquer (afin que vous puissiez les répandre) les idées d'après lesquelles elle se propose de gouverner ci-après cette florissante contrée.

Son Excellence veut le gouvernement responsable tel que posé par certaines résolutions de la chambre d'Assemblée ; mais elle se réserve le droit d'interprétation et c'est assez juste.

Sir Charles veut un ministère tiré du peuple, élu par le peuple et qui indiquera au chef de l'administration une certaine ligne de conduite qu'il suivra ou ne suivra pas, selon qu'il le jugera convenable. Par exemple il se réserve la garde de la prérogative royale sans laquelle il n'est pas de domination britannique possible.

Sir Charles veut nommer aux emplois qui bon lui semblera parce que le ministère pourrait y placer des personnes qui favoriseraient des vues politiques, tandis que le gouverneur ne regardera que le mérite des candidats.

Sir Charles se propose d'introduire de grandes améliorations dans l'administration du gouvernement provincial et il ne demande pour cela que la confiance générale et du tems. Sir Charles ne veut pas demander au peuple de nouveaux représentants parce que le pays ne pourrait que souffrir de l'agitation qui accompagnerait inmanquablement des élections générales et que le peuple jugera mieux de la difficulté lorsqu'il aura eu le tems d'y réfléchir et de peser le mérite des deux côtés de la question.

Sir Charles veut la justice pour tout le monde et il fera ses efforts pour ne s'en point laisser imposer par l'esprit de parti.

Sir Charles est décidé à retrancher un grand nombre d'officiers inutiles dont la rémunération est onéreuse au peuple.

Sir Charles se considère comme responsable à la Mère-Patrie seulement ; excepté quant à ce qui concerne le gouvernement intérieur du pays. On ne peut pas exiger davantage.

Sir Charles désire que les partis qui ont malheureusement divisé jusqu'ici cette infortunée province mettent leur émulation à travailler au bien commun, à la paix commune et il leur promet tout son appui. Il espère qu'avant peu il pourra, par les personnes qu'il aura placées près de lui, répondre à toutes les accusations que ses ennemis portent contre sa conduite récente.

Voilà, monsieur, les idées que son Excellence m'a prié de vous communiquer, afin que vous ne vous laissiez pas aller aux fausses espérances qu'aurait pu vous faire concevoir la théorie mal comprise mais bien sonnante du gouvernement responsable et que vous ne prêtiez pas l'oreille aux injurieuses insinuations de personnes intéressées à maintenir le pays dans l'état fiévreux qui profite à elles seules.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

etc. etc.

HÉRISON.

Secrétaire Privé.

REPONSE.

J'ai reçu, monsieur le secrétaire privé et apprivoisé, la lettre que son Excellence le gouverneur a voulu me faire l'honneur de m'adresser, et je commencerai